

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2014

CHAPITRE 06

**MINISTRE DES
RELATIONS EXTERIEURES**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014	9
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	12
2.1.	PROGRAMME 076: VALORISATION DU POTENTIEL DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE	13
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	14
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	14
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	15
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	19
2.2.	PROGRAMME 077: REDYNAMISATION DE LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE ET DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	24
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	25
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	25
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	26
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	28
2.3.	PROGRAMME 078: GESTION DES CAMEROUNAIS A L'ETRANGER	31
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	32
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	33
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	33
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	35
2.4.	PROGRAMME 079: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES	37

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	38
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	39
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	40
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	42
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	47
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	48
3.2.	LEÇONS APPRISES	51
3.3.	PERSPECTIVES	52

NOTE EXPLICATIVE

En 2007 le Cameroun effectue une avancée indéniable dans la modernité à travers l'adoption le 27 décembre, de la loi portant Régime Financier de l'Etat. Cette « Constitution financière » introduit dans l'administration la gestion axée sur les résultats à travers le budget programme. En prélude au basculement dans ce nouveau mode gestion le 1^{er} janvier 2013, la documentation budgétaire accompagnant le projet de loi de finance s'enrichie du Projet de Performance des Administrations (PPA). Ce document élaboré par chaque département ministériel ou institution, présente les programmes avec des objectifs assortis d'indicateurs de performance.

Par application de l'article 22 alinéa 3 de la loi de 2007, « le projet de loi de règlement est accompagné des rapports annuels de performance des administrations rédigés par les ordonnateurs principaux » et qui rendent compte de la performance projetée dans les PPA. Ainsi, en 2014, les premières évaluations de l'exécution du budget par programme ont eu lieu à travers la production par tous les départements ministériels des rapports annuels de performance de l'exercice 2013.

A cet effet, les pouvoirs politiques dans leur ensemble ont pu apprécier la mise en œuvre des programmes dans les départements ministériels. La Chambre des Comptes de la Cour Suprême à travers son avis sur le projet de loi de règlement et le parlement pendant l'examen de la loi de règlement pendant la session budgétaire.

En cette deuxième année d'élaboration des Rapports annuels de performance où l'exercice a été étendu aux institutions, l'accent est mis sur l'amélioration qualitative du document notamment au niveau du renseignement de la performance technique des administrations, dans le respect de ses trois parties :

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2014;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2014 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

En cette deuxième année de l'entrée en vigueur de la loi n°2007/006 du 26 Décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat, le Ministère des Relations Extérieures, enrichi de l'expérience de l'année 2013 au cours de laquelle a été opérationnalisée pour la première fois l'exécution de ses programmes dans le cadre de la planification stratégique, a entrepris de conforter sa stratégie sectorielle dans l'optique d'une plus grande efficacité en conformité avec le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

La mise en œuvre de ce Document depuis quatre ans a permis de constater que les taux de croissance observés restent en deçà des scénarii projetés, et par conséquent que les efforts du Gouvernement sont encore insuffisants pour atteindre à l'horizon 2020, les objectifs de croissance, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

En 2014, la mise en œuvre de ces programmes a convoqué une dynamique enclenchée dans la recherche de l'atteinte d'objectifs socio-économiques, sécuritaires et culturels. Ces objectifs se sont inscrits dans le processus notamment de :

- la consolidation de l'insertion de notre pays dans les courants d'échanges mondiaux ;
- la poursuite de la conquête des parts de marchés ;
- la mobilisation plus accrue de l'aide publique ou privée au développement et les investissements directs étrangers ;
- la sécurisation et la protection de notre intégrité territoriale avec en particulier l'intensification de la lutte contre BOKO HARAM et les actes de banditisme transfrontaliers à l'Est du pays ;
- La consolidation de la paix et la préservation des relations de bon voisinage ;
- la promotion des projets intégrateurs dans la sous-région Afrique Centrale ;
- le placement de nos ressortissants dans les organisations internationales ;
- l'implication de la diaspora dans les stratégies nationales de développement, etc.

Fort de ces objectifs, le sous-secteur des Relations Extérieures, sous l'impulsion du Chef de l'Etat, Chef de la Diplomatie, a déployé une stratégie globale dont les lignes saillantes sont contenues dans sa feuille de route 2014.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

La définition de la stratégie du sous-secteur Relations Extérieures, s'opère en droite ligne des objectifs globaux du DSCE. En 2014, elle s'est inscrite dans le cadre de la gestion optimale des contraintes et de la capitalisation des opportunités qu'offre la mondialisation, en vue d'une meilleure insertion du Cameroun dans les courants d'échanges globaux. Aussi s'est-elle articulée autour d'un certain nombre d'objectifs, en l'occurrence :

- Ø promouvoir et consolider la crédibilité du Cameroun sur la scène internationale pour assurer une meilleure attractivité des investisseurs étrangers et autres partenaires au développement ;
- Ø promouvoir et défendre à l'étranger les intérêts de toute nature de l'Etat, de même que ceux des personnes physiques et morales de droit camerounais, en vue de leur implication active dans le développement économique du Cameroun d'une part, et d'autre part à leur contribution à la mise en place des cadres de capitalisation de l'expertise et des potentialités de la diaspora, et des camerounais à l'étranger.
- Ø améliorer et renforcer la coopération avec les institutions financières internationales

(FMI, Banque Mondiale, BAD, BID etc.) et d'autres institutions de financement au développement ;

Ø capitaliser dans les relations économique, technique, technologique, scientifique, et culturelle avec nos partenaires bi et multilatéraux, ainsi qu'avec les acteurs non gouvernementaux, les opportunités compatibles avec la stratégie nationale de développement et de croissance ;

Ø Intensifier la prospection et réorienter la coopération en direction des pays à fort potentiel économique et technique ;

Ø densifier et diversifier les échanges commerciaux, techniques, culturels et technologiques avec le Nigeria;

Ø consolider la conquête des marchés européens en améliorant la qualité de l'offre des exportations (semi-finis et finis) et en rationalisant la demande des importations ;

Ø consolider, densifier et diversifier la conquête des marchés sud-américain et asiatique ;

Ø mettre en œuvre un programme efficace de diplomatie publique en vue d'accroître l'offre d'information sur le Cameroun, en renforçant les moyens de sa diffusion et dans l'optique d'améliorer son image de marque et de minimiser son risque pays ;

Ø promouvoir et assurer, en vue de défendre les intérêts du Cameroun, le placement des camerounais dans la fonction publique internationale.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant réorganisation du Gouvernement fait du MINREX la tour de coordination horizontale de la mise en œuvre de la politique extérieure du Cameroun définie par le Président de la République. A ce titre, il est chargé :

des relations avec les Etats étrangers, les Organisations Internationales et les autres sujets de la communauté internationale ;

de la protection des ressortissants et des intérêts camerounais à l'étranger ;

du suivi de la coopération en relation avec les départements ministériels et les administrations concernées sous réserve des dispositions prévues par des textes particuliers ;

du suivi des questions relatives au contentieux international ;

de la gestion des carrières des personnels diplomatiques

En outre

- Il rassemble et diffuse auprès des départements ministériels et des missions diplomatiques du Cameroun des informations relatives aux Etats étrangers et aux organisations internationales qui peuvent faciliter l'action des pouvoirs publics ;

- Il concourt à l'information des Gouvernements étrangers, de leur opinion publique, ainsi que des organisations internationales et des missions diplomatiques du Cameroun en ce qui concerne le développement politique, économique, social et culturel du Cameroun en liaison avec le Ministère de la Communication ;

- Il est le conseiller juridique du Gouvernement en matière de coopération avec les Etats étrangers, les organisations internationales et les autres sujets de la communauté internationale ;

- Il assure la tutelle technique de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

L'élaboration du budget 2014 a été bâtie autour des Directives Présidentielles de 2009 qui placent la diplomatie économique au centre des enjeux de la politique étrangère du Cameroun. Cela explique les ajustements apportés aux programmes de la Loi de Finances (1), les textes réglementaires ainsi que les faits majeurs qui ont ponctué l'action diplomatique du Cameroun (3). Toutefois, la dynamique internationale régionale et mondiale a influencé considérablement les activités de la Diplomatie camerounaise notamment dans les domaines de la sécurité et de la défense.

1.2.1 Loi de finances 2014

La loi de finances 2014 a connu des innovations substantielles avec l'augmentation du nombre de programmes qui passe de trois à quatre.

Le Ministère des Relations Extérieures, compte tenu de la priorité accordée à la diplomatie économique depuis 2009 et de la nécessité de rattraper le gap constaté au niveau des résultats du DSCE à mi-parcours, a décidé de donner à la diaspora une place déterminante dans le processus de développement du Cameroun. D'où la création d'un programme consacré à la gestion des camerounais à l'étranger. De même, certaines modifications ont été apportées dans l'intitulé des Programmes I, II et IV. En Définitive, les quatre programmes validés par le CIEP en 2013 pour l'Exercice 2014 s'articulaient ainsi qu'il suit :

- Programme 1 : Valorisation du potentiel de la coopération bilatérale ;
- Programme 2 : Redynamisation de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée ;
- Programme 3 : Gestion des camerounais à l'étranger ;
- Programme 4 : Gouvernance et appui institutionnel.

1.2.2 Les textes réglementaires

Dans ce cadre, deux textes sont ici convoqués :

- La Circulaire N° 001/CAB/PR du 30 juillet 2013, relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2014. Ce texte avait, préalablement aux travaux de préparation de la loi de finances de l'exercice 2014, défini les orientations majeures de la politique budgétaire de l'Etat, en appelant à la mise en œuvre cohérente du budget-programme ;
- Le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant réorganisation du Gouvernement a conforté le MINREX dans son rôle de chef de file du sous-secteur « diplomatie et relations extérieures» ;
- Le décret n° 2013/112 du 22 avril 2013, portant organisation du Ministère des Relations Extérieures.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014

Les quatre programmes ont été mis en œuvre dans un environnement marqué par les principaux éléments suivants :

- L'implication maximum du Cameroun dans la lutte contre le terrorisme régional suite à la déclaration « de guerre » faite par le chef de l'Etat à l'issue de la conférence de Paris en Mai 2014;
- Et le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale.

A. *L'implication maximum du Cameroun dans la lutte contre le terrorisme régional*

L'instabilité grandissante dans la région du Lac Tchad a eu des répercussions considérables sur les conditions sécuritaires et la stabilité du Cameroun. Qu'il s'agisse des effets de la crise en RCA ou des activités terroristes de la secte islamiste BOKO HARAM à la frontière avec le Nigéria, la multiplication des menaces transfrontalières va désormais au-delà des frontières terrestres pour s'étendre aux frontières maritimes. Si l'espace maritime camerounais connaît de nos jours et de plus en plus un répit ou une certaine stabilité, il n'en va pas de même pour l'extrême-nord du pays qui aura connu en 2014 une instabilité notoire due aux attaques incessantes, permanentes et meurtrières de BOKO HARAM. Cette situation a suscité la formulation en urgence de solutions répressives mais aussi, le déploiement d'une diplomatie offensive reflétant l'engagement national en faveur de la paix et de la sécurité entraînant :

- L'affectation des ressources financières et matérielles considérables pour soutenir l'effort de guerre ;
- Les tensions de trésorerie dans le processus d'allocation des espèces monétaires aux administrations;
- La prise de retard dans les virements effectués aux missions diplomatiques avec comme conséquence le ralentissement des activités desdites missions et la baisse du niveau de crédibilité dans les engagements pris par le Cameroun ;
- La gestion des flux de réfugiés arrivés sur le territoire national ;
- La baisse du niveau d'activités économiques impliquant le Cameroun dans ses accords avec certains pays de la sous-région notamment le Tchad et le Nigeria.

B. *Le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale*

La croissance mondiale a connu un ralentissement au cours de l'exercice 2014. Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale publié en octobre, le FMI a déclaré que la reprise mondiale avait été plus lente que prévu au cours des dernières années. Citant les menaces liées aux répercussions de la crise financière et à la baisse potentielle des taux de croissance à moyen terme, l'institution a révisé à la baisse les prévisions de croissance mondiale à 3,3 % en 2014. Cette régression peut s'expliquer la mise en commun des facteurs suivants :

- **La lente reprise économique américaine ;**

L'économie américaine connaît une reprise « particulièrement forte en 2014 grâce à des coûts de main d'œuvre plus compétitifs et au faible niveau des prix de l'énergie » mais « le redressement global de l'activité est moins marqué qu'après les récessions passées » affirme l'OCDE. L'économie américaine rayonne parmi les économies avancées en 2014. Le marché du travail américain a continué à progresser, et dès novembre, les Etats-Unis avaient créé plus d'emplois en 2014 qu'au cours de n'importe quelle autre année depuis la fin des années 1990. La consommation personnelle reste solide et les prévisions d'inflation stables. Compte tenu de ces bons résultats, la Réserve fédérale américaine a mis fin au programme d'achat d'actifs en octobre, ce qui signifie un pas de plus vers la normalisation de la politique monétaire.

- **La stagnation en Europe ;**

La croissance reste morose dans les pays émergents de la région Europe et Asie centrale, alors qu'on s'attend à un taux d'accroissement du PIB régional d'à peine 1,8 % en 2014, qui remonterait légèrement à 2,1 % en 2015, affirment des responsables de la Banque mondiale réunis aux Assemblées annuelles 2014 de la Banque mondiale et du FMI. « Les pays émergents d'Europe et d'Asie centrale sont confrontés à d'énormes défis dans un environnement marqué par de sombres perspectives de croissance », fait remarquer Laura Tuck, vice-présidente de la Banque mondiale pour la région Europe et Asie centrale (ECA), qui ajoute : « Les tensions en Ukraine ont clairement des répercussions sur la croissance et perturbent l'activité économique dans ce pays. Mais bon nombre de problèmes structurels que rencontrent les économies de la région existaient déjà avant la crise, et requièrent encore des solutions urgentes ».

« Alors que nous observons l'effet de la crise ukrainienne sur la région, il importe de ne pas perdre de vue ces problèmes à plus long terme que les pays doivent résoudre pour stimuler la croissance et créer les emplois dont ils ont cruellement besoin. Dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale (CEE), l'enjeu consiste finalement à sortir de la crise économique — pour relancer le secteur financier et améliorer le climat de l'investissement. Dans les Balkans, il est essentiel d'approfondir les réformes institutionnelles et d'améliorer la gouvernance. En Russie et dans de nombreux pays voisins, des réformes sont nécessaires pour renforcer la compétitivité et créer des sources de croissance en dehors des secteurs pétrolier et gazier », affirme Laura Tuck.

- **La baisse des cours du prix du pétrole ;**

L'onde de choc déclenchée par la décision du cartel pétrolier saoudien OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) de ne pas réduire la production face à une surabondance de l'offre sur le marché mondial s'est répercutée sur toute l'économie mondiale, affectant aussi bien les compagnies minières et d'énergie que les marchés financiers et menaçants de faillite des économies entières.

Le prix du pétrole qui était à environ 100 dollars le baril il y a cinq mois à peine a maintenant chuté au-dessous de 70 dollars et devrait encore baisser. Lundi, la vice-présidente de la Banque centrale russe, Ksenia Yudaeva, a dit que la banque partait de l'hypothèse que le prix du pétrole pourrait tomber à 60 dollars. Mais personne ne peut dire si sa baisse s'arrêtera là.

Parmi les pays à être le plus immédiatement touchés figurent la Russie, le Venezuela, l'Iran et

le Nigeria, qui dépendent tous fortement des recettes pétrolières pour financer des programmes gouvernementaux.

Alors que les marchés financiers américains semblent jusque-là n'avoir été que peu touchés par la décision de l'OPEP, la chute des prix du pétrole aura d'importantes conséquences à long terme. L'un des facteurs ayant motivé la décision saoudienne semble avoir été sa détermination, en tirant les prix vers le bas, à pousser hors du marché des producteurs de pétrole de schiste américains aux coûts d'exploitation élevés. C'est une reproduction de la stratégie employée sur le marché du minerai de fer qui a connu cette année une chute de prix identique à celle du pétrole. D'importants producteurs, notamment BHP Billiton et Rio, ont réagi en augmentant au lieu de réduire la production dans le but de forcer leurs concurrents qui doivent supporter des coûts élevés à abandonner.

La chute des prix du pétrole est une nouvelle manifestation des forces motrices sous-jacentes du système capitaliste mondial, qui poussent celui-ci vers la contraction économique, la multiplication des conflits inter-impérialistes et, en dernière analyse, vers la guerre.

- **L'affaiblissement du continent asiatique**

En 2014, les cartes de l'Asie émergente sont rebattues au profit des petits pays. Reconnus depuis la crise de 2008 comme les nouveaux relais de croissance face à un monde développé en panne, la crise financière qui les a traversés a balayé d'un coup tous les superlatifs utilisés à leur égard pour laisser la place à la montée des risques et au ralentissement économique. Et pourtant, ces marchés émergents ont toujours des besoins gigantesques en termes d'infrastructures et de développement. Considérée dans son ensemble, cette zone devrait enregistrer une croissance de l'ordre de 6 %. Mais avec des différences d'un pays à l'autre.

C'est le paradoxe de 2014, où l'on va voir les géants - Chine, Inde, Indonésie - marquer le pas face à des économies, plus petites, comme la Corée du Sud, qui arrive en phase de maturité, ou les Philippines. La Malaisie et Taiwan se retrouvent aussi en haut de l'affiche.

Des exceptions se dessinent, dont la Thaïlande. La crise politique qui agite le royaume depuis plusieurs semaines ne fait que s'ajouter à une dégradation lente de l'environnement économique et financier. « La détérioration est visible, en l'espace de 6 trimestres, la Thaïlande est passée d'un risque faible à moyen », note Thierry Apoteker, spécialiste de l'analyse du risque économique et financier (groupe TAC). L'année 2012 était, certes, dopée par la reprise après les inondations de 2011, mais l'effet n'a pas duré. L'investissement comme la consommation intérieure s'est détériorés en 2013, celle-ci ayant atteint, en mars, son niveau le plus faible en dix-huit mois.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 076

VALORISATION DU POTENTIEL DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Responsable du programme

FOZEIN KWANKE THOMAS
Conseiller Technique

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme a pour objet :

- d'assurer une meilleure couverture diplomatique et consulaire du Cameroun ;
- de poursuivre la diversification de la coopération politique, économique et commerciale avec les partenaires étrangers, traditionnels et nouveaux ;
- de renforcer la coopération avec les pays émergents.

Pour ce faire, le programme 1 comporte les principales actions ci-après :

Action 01 : Elargissement de la carte diplomatique et consulaire ;

Action 02 : Consolidation des amitiés traditionnelles ;

Action 03 : Suivi de la coopération bilatérale ;

Action 04 : Renforcement des capacités opérationnelles des services extérieurs.

OBJECTIF	Capitaliser au bénéfice du Cameroun le potentiel qu'offre la coopération bilatérale	
Indicateur	Intitulé:	Taux annuel d'instruments juridiques de coopération bilatérale négociés, mis en forme ou signés
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	50.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	80.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: ELARGISSEMENT DE LA CARTE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE Action 02: CONSOLIDATION DES AMITIÉS TRADITIONNELLES Action 03: SUIVI DE LA COOPERATION BILATERALE Action 04: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES SERVICES EXTÉRIEURS	
DOTATIONS INITIALES	AE 15 767 316 000	CP 15 489 316 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	FOZEIN KWANKE THOMAS, Conseiller Technique	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 076 du Ministère des Relations Extérieures, a été exécuté dans un contexte général caractérisé par la volonté politique de faire de l'action diplomatique, l'instrument privilégié de l'insertion du Cameroun dans les courants d'échanges mondiaux. Le Gouvernement à travers ce programme, a voulu mettre en œuvre une diplomatie économique en accord avec la politique des grandes réalisations, en vue d'un Cameroun émergent à l'horizon 2035.

A cet effet, outre l'actualisation des relations entre le Cameroun et ses partenaires traditionnels, compte tenu des exigences de mondialisation, le Cameroun a entrepris une réorientation de sa coopération bilatérale en direction des nouveaux partenaires notamment des pays émergents. Il a également poursuivi la politique d'affermissement de la coopération sud-sud.

Cependant, la crise sanitaire induite par l'épidémie EBOLA, les exactions de la secte terroriste BOKO HARAM, couplées à la fragilité de la situation sécuritaire en RCA, ont modifié considérablement l'agenda diplomatique du Cameroun, en appelant son attention sur les exigences de préservation de son intégrité territoriale, de lutte contre les menaces sécuritaires transfrontalières, et d'adoption des approches innovantes pour faire face à ces nouvelles menaces sécuritaires.

La coopération bilatérale étant la composante majeure de l'action extérieure du Cameroun, le véritable baromètre du rayonnement international de notre pays, le Ministère des Relations Extérieures a voulu, malgré ces contraintes diverses, lui accorder la priorité qu'elle mérite, tout en faisant de l'enjeu économique une priorité politique de sa diplomatie.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

Au cours de l'année 2014, des résultats probants ont été réalisés dans le cadre du programme 076 consacré à la « valorisation du potentiel de la coopération bilatérale ». Bien que l'indicateur du programme, uniquement spécifique à l'action 2, ne permette guère de renseigner de manière objective ces performances en dépit des recommandations faites en 2013, de généraliser l'indicateur à l'ensemble des actions du programme.

Ainsi, le Gouvernement a intensifié ses actions pour affermir davantage notre représentation dans le monde dont l'une des conséquences est le dépassement de nos prévisions initiales. La tenue de Commissions mixtes bilatérales, l'échange de visites de haut rang, la participation aux rencontres bilatérales ont ainsi permis d'engager des processus de négociation ayant abouti à la conclusion d'Accords nécessaires à la densification, à la diversification et à l'adaptation des relations du Cameroun avec ses partenaires.

Au cours de cette période, les actions classiques des missions diplomatiques et des services consulaires en termes de protection et d'assistance ont été réalisées.

Toutefois, il convient de relever que, la sous-estimation du coût de certaines actions et le fait que l'indicateur général du programme ne prenne en compte qu'une seule action, ont eu des conséquences sur la performance globale du programme et son évaluation objective.

A ce propos, il conviendrait d'améliorer la formulation de l'indicateur du programme afin que celui-ci puisse rendre compte des activités menées au sein de toutes les actions et reconsidérer la périodicité annuelle qui y est prégnante. Il serait également indiqué pour l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre du programme de :

- procéder à l'ouverture et fonctionnement effectif des Missions ouvertes étant donné que toutes les procédures administratives y relatives ont été finalisées en 2014;
- poursuivre la création des pôles économiques, industriels et stratégiques avec le Nigeria et d'autres pays à fort potentiel de croissance à travers le monde;
- accélérer l'organisation et la participation aux consultations intergouvernementales avec des pays amis traditionnels et nouveaux (Russie, Allemagne, Turquie, Inde, Serbie, Corée du

Sud, Grande Bretagne etc.) ;

- poursuivre la signature et la ratification et l'adhésion à d'importantes Conventions dans les domaines économique, politique et culturel ;
- adhérer à certaines Conventions dans les domaines économique, politique et culturel;
- poursuivre la mise en place des mécanismes de suivi de la coopération bilatérale.

Analyse de la performance globale du Programme 076

Résultat technique obtenu	210%	
Taux de réalisation de l'indicateur	67,2%	
Dotation de crédits révisés (écarts)	AE : 15 726 469 375	CP : 15 448 469 375
Crédits consommés	AE : 4 860 429 149	CP : 4 860 428 349
Taux de consommation	30,90 %	31,46 %
Justification du résultat et de l'utilisation des ressources	Ce taux de réalisations est du aux facteurs ci-après: - D'une part, initialement plafonné à 10 accords compte tenu des contingences structurelles inhérentes à la prise de décision en matière de politique étrangère, il se trouve qu'il y a sur la scène internationale, un regain d'intérêt vis à vis du Cameroun traduit par la redynamisation et la mise en œuvre de nouvelles stratégies diplomatiques à l'endroit des amitiés traditionnelles; - D'autre part, le Cameroun a connu un regain d'intérêt sur la scène internationale du fait de certaines circonstances internes à certains pays, en l'occurrence l'apaisement du climat sociopolitique en Cote d'Ivoire; - Enfin, au regard de sa nouvelle projection à l'international, le Cameroun a opté pour une politique agressive d'attraction des investisseurs étrangers, caractériser par l'amélioration du climat des affaires.	

Perspectives pour 2015	- Adapter l'indicateur à l'ensemble des actions du programme pour mieux rendre compte de sa performance en rapport avec les crédits alloués; - Poursuivre l'offensive en direction des pays émergents et à forte potentialité de croissance dans le but de capter les investissements nécessaires à l'atteinte de l'émergence projetée en 2035; - Ouvrir et faire effectivement fonctionner les Missions ouvertes lors des négociations de 2014 et avant (Turquie, Inde, Angola, Dubaï, Nairobi, Bouar, Cuba, Corée du Sud, etc.); - Poursuivre l'amélioration des interventions et des capacités opérationnelles des services extérieurs du MINREX; - Capitaliser les retombées des rencontres bilatérales commises aux fins de diversification des partenariats bilatéraux; - Assurer la rotation globale telle que prévue par la réglementation en vigueur.
-------------------------------	---

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	210%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	67,2	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 15 726 469 375	CP 15 448 469 375
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 40 846 625	Ecart CP 40 846 625
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 15 714 548 898	CP 12 739 089 561
TAUX DE CONSOMMATION	99,9 %	82,5 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Ce taux de réalisations est dû aux facteurs ci-après: - D'une part, initialement plafonné à 10 accords compte tenu des contingences structurelles inhérentes à la prise de décision en matière de politique étrangère, il se trouve qu'il y a sur la scène internationale, un regain d'intérêt vis à vis du Cameroun traduit par la redynamisation et la mise en œuvre de nouvelles stratégies diplomatiques à l'endroit des amitiés traditionnelles; - D'autre part, le Cameroun a connu un regain d'intérêt sur la scène internationale du fait de certaines circonstances internes à certains pays, en l'occurrence l'apaisement du climat sociopolitique en Côte d'Ivoire; - Enfin, au regard de sa nouvelle projection à l'international, le Cameroun a opté pour une politique agressive d'attraction des investisseurs étrangers, caractériser par l'amélioration du climat des affaires.	

PERSPECTIVES 2015	- Adapter l'indicateur à l'ensemble des actions du programme pour mieux rendre compte de sa performance en rapport avec les crédits alloués; - Poursuivre l'offensive en direction des pays émergents et à forte potentialité de croissance dans le but de capter les investissements nécessaires à l'atteinte de l'émergence projetée en 2035; - Ouvrir et faire effectivement fonctionner les Missions ouvertes lors des négociations de 2014 et avant (Turquie, Inde, Angola, Dubaï, Nairobi, Bouar, Cuba, Corée du Sud, etc.); - Poursuivre l'amélioration des interventions et des capacités opérationnelles des services extérieures du MINREX; - Capitaliser les retombées des rencontres bilatérales commises aux fins de diversification des partenariats bilatéraux; - Assurer la rotation globale telle que prévue par la réglementation en vigueur.
----------------------	---

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 ELARGISSEMENT DE LA CARTE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE								
OBJECTIF	Renforcer en les diversifiant la présence et l'action du Cameroun							
Indicateur	Intitulé:		Nombres de nouvelles missions diplomatiques et de postes consulaires ouverts ou fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		11.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	53 600 000	53 600 000	53 416 715	53 416 715	48 415 915	44 815 915	90,6 %	83,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Dégradation de la situation sécuritaire dans certains pays voisins; - Engagement du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram; - Permanence du chao sécuritaire en Lybie.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Initiation des négociations avec les pays émergents en vue de la conclusion des accords pour l'établissement réciproque des missions diplomatiques résidentes ou de postes consulaire(cuba, suède, Kazakhstan; - Signature avec l'Argentine d'un accord de coopération scientifique et mise sur pied d'un mécanisme bilatéral de consultations politiques; - Participation au Mexique à la deuxième conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires; - Préparation des dossiers techniques d'ouverture des missions diplomatiques et postes consulaires (Corée du Sud et cuba); - Continuation des procédures d'agrération (CONSULACAM Dubaï, Ouessou, Bouar); - Acquisition en bail ou en pleine propriété des nouvelles missions diplomatiques; - Acquisition en cours de la propriété immobilière à Ankara par échange réciproque.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'Année 2014 a été consacrée à la finalisation des formalités politiques, administratives et juridiques, préalables à l'ouverture des Ambassades et Consulats dans les pays ciblés.							
Perspectives 2015	- Adapter l'indicateur aux deux volets de l'objectif de l'action ; - Faire effectivement fonctionner les Missions déjà ouvertes (Inde, Turquie, Angola, Dubaï, Kenya, Bouar) ; - Intensifier des rencontres avec les pays sollicitant une ouverture réciproque des Missions Diplomatiques résidentes avec le Cameroun (Cuba, Kazakhstan, Corée du Sud, Koweït, Mexique, Argentine, Norvège, Suède, Qatar).							

Action 02 CONSOLIDATION DES AMITIÉS TRADITIONNELLES

OBJECTIF	Adapter et renforcer les mécanismes de coopération avec les pays amis traditionnels							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des mécanismes de coopération adaptés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		2.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		50.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	14 141 716 000	14 141 716 000	14 101 305 497	14 101 305 497	14 101 305 497	12 523 264 151	100 %	88,8 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	La fragilité de la situation sécuritaire à la frontière avec la RCA et les attaques répétées du groupe Boko Haram et des groupes rebelles Centrafricains ont entraîné la mise en œuvre des mécanismes de coopération sécuritaire et militaire avec la tenue de plusieurs concertations bilatérales avec le Nigéria, la RCA, le Niger, la France, la Russie, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Tchad , la Grande Bretagne, la Guinée Equatoriale. En outre, la crise sanitaire liée à l'épidémie de fièvre à virus Ebola a entraîné un ralentissement des échanges principalement les flux humains et commerciaux entre les pays concernés en général Libéria, Guinée Conakry, Sierra Leone, Mali et principalement le Nigéria (fermeture des frontières aériennes maritimes et terrestres).							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Signature de 21 accords de coopération, tenue 6 commissions mixtes, 7 consultations bilatérales et de 4 rencontres économiques ; -04 visites du Chef de l'Etat à l'étranger et 11 autres visites de Haut rang d'Officiels étrangers au Cameroun ; -Plusieurs autres visites d'Officiels Camerounais de rang ministériel à l'étranger ; -Nomination des personnels diplomatiques à l'ambassade du Cameroun en RCA ; -Organisation de 02 réunions internationales de coopération bilatérale dans des cadres plurilatéraux (réunion ministérielle de la TICAD V et journées CEMAC).							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La restriction des déplacements ou de la participation des personnels du MINREX à certaines délégations, évènements et réunions statutaires ou non, pourrait justifier la relative sous-consommation des crédits alloués aux activités de cette action. L'implication de plus en plus poussée des administrations sectorielles dans la mise en œuvre de la politique étrangère du Cameroun a considérablement amenuisé les prérogatives traditionnellement dévolues au MINREX au point de l'empêcher de contribuer activement à la participation du Cameroun à certains rendez- vous importants de la vie internationale surtout dans le domaine économique. L'insuffisance des ressources humaines et matérielles dans les Ambassades adossée à la pratique invitant les personnels de nos représentations diplomatiques à l'extérieur à représenter le département dans plusieurs rencontres internationales n'est pas de nature à permettre l'expression optimale des missions de déploiement de la diplomatie économique assignées au MINREX par le Décret du Chef de l'Etat du 09 décembre 2011 et celui du 22 avril 2013 notamment l'action de conquête de nouveaux débouchés et la création de nouvelles amitiés nécessaires à la réalisation de l'effort gouvernemental en vue de la mise en œuvre de sa stratégie de croissance.							

Perspectives 2015	-Organiser effectivement des rencontres bilatérales avec les pays partenaires et amis (Commissions mixtes, comités de suivi) ; -Participation effective au Forum économique de Dakar sous la direction du PM, MINEPAT pour la vulgarisation de la destination Cameroun et ses potentialités au mois de décembre 2015 ; -Capitaliser les rencontres bilatérales entre le Cameroun et l'Afrique du Sud qui se tiendront au mois de juin 2015 ; -Mettre en œuvre les accords bilatéraux de coopération signés avec tous les pays partenaires et amis ; -Participer effectivement aux fora économiques et rencontres politiques présentant des enjeux sécuritaires relativement à la guerre contre Boko Haram et le terrorisme international ; -Favoriser et faciliter les visites des délégations étrangères au Cameroun ; -Encourager des missions de prospections économiques dans les zones et les pays à fort potentiel de croissance afin de vitaliser les projets de rapprochement économique avec lesdits pays ; -Etendre la coopération dans le domaine économique avec les communautés économiques sous-régionales (CEDEAO, SADC, COMESA) ; -Favoriser la coopération décentralisée pour consolider les amitiés ; -Encourager la participation de nos forces de défense et de nos autorités aux fêtes nationales des pays voisins et pays amis ; -Favoriser les descentes locales conjointes MINREX-MINATD-MINDEF pour une diplomatie locale de proximité en vue de la sensibilisation des populations au niveau des zones frontalières sur la culture de la paix et de la fraternité.
-------------------	--

Action 03 SUIVI DE LA COOPERATION BILATERALE

OBJECTIF	Améliorer la coordination et l'efficacité de la coopération bilatérale							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution du plan annuel de suivi évaluation de la coopération bilatérale				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		75.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	199 000 000	199 000 000	198 747 163	198 747 163	191 827 486	171 009 495	96,5 %	86 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'insuffisance de personnels dans les services extérieurs ne permet pas une optimisation des performances dans le suivi de la coopération bilatérale du Cameroun avec ses partenaires.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Réception et exploitation des rapports d'activité trimestriels de certaines de nos Missions Diplomatiques ; -Tenue des réunions des comités de suivi et d'évaluation des résolutions des commissions mixtes et autres concertations bilatérales ; -Début du recensement des accords bilatéraux en vue de la création d'un fichier informatisé des accords bilatéraux.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'indicateur avait été mal formulé notamment la variable du taux annuel puisque la programmation est triennale. Cet aspect a été pris en compte dans la revue des programmes 2014 et leur actualisation.							
Perspectives 2015	-Renforcer les ressources humaines (personnels diplomates) dans les Missions Diplomatiques et Postes Consulaires du Cameroun à l'extérieur ; -Augmenter les ressources financières des Missions à accréditation multiple pour leur permettre de couvrir effectivement l'ensemble de leur juridiction de compétence ; -Relancer la haute hiérarchie sur la nécessité d'accréditer officiellement les Ambassadeurs désignés dans des Missions à représentation multiple dans tous les Etats de leur ressort ; -Améliorer la formulation de l'indicateur de l'action afin que celui-ci puisse tenir compte de la planification triennale et non annuelle ; -Activer davantage les mécanismes de suivi et de mise en œuvre des résolutions de la coopération bilatérale.							

Action 04 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES SERVICES EXTÉRIEURS								
OBJECTIF	Améliorer les conditions et le cadre de travail des services extérieurs							
Indicateur	Intitulé:	Proportion des missions diplomatiques et de postes consulaires disposant du standard minimum en cadre de termes de travail					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	30.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 373 000 000	1 095 000 000	1 373 000 000	1 095 000 000	1 373 000 000	0	100 %	0 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été menée dans un contexte marqué par : -La mise en œuvre de l'effort de guerre dans la lutte contre Boko Haram qui a entraîné une limitation significative des moyens liés au fonctionnement de l'Etat ; -Le manque du personnel qualifié dans les Ambassades en adéquation avec le volume de travail et les exigences formulées vis-à-vis de ces Missions.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Poursuite des rénovations et réhabilitation de certains services extérieurs ; -Acquisition de véhicules de liaison et prestige dans les services extérieurs ; -Equiperment en matériels informatiques de certaines Missions Diplomatiques et Postes Consulaires() -Entretien des biens mobiliers et immobiliers ; -Renforcement de l'Ambassade de Bangui en personnel diplomatique -Dotation spéciale en vue de la location provisoire des résidences des Chefs de Mission de Brazzaville et de Paris et pour la rénovation d'AMBACAM auprès du Saint Siège ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2015	-Doter les Missions Diplomatiques en ressource humaine qualifiée pour optimiser leur rendement ; -Poursuivre les chantiers d'acquisition, réhabilitation des immeubles abritant les Chancelleries et les Résidences ; -Accélérer la modernisation en équipement (informatisation) ; - Poursuivre la sécurisation des immeubles et Résidences diplomatiques du Cameroun.							

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 077

REDYNAMISATION DE LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE ET DE
LA COOPERATION DECENTRALISEE

Responsable du programme

TANTOH CHARLES CHEBO

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Maximiser les opportunités de la coopération multilatérale et décentralisée	
Indicateur	Intitulé:	taux d'implication du Cameroun dans les activités des Organisations Internationales et des cadres multilatéraux de coopération
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	40.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	70.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPERATION MULTILATERALE Action 02: VALORITION DE LA PRESENCE DU CAMEROUN SUR LA SCENE MULTILATERALE Action 03: OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 936 230 000	CP 1 936 230 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	TANTOH CHARLES CHEBO,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 2 s'est opérée dans un contexte international et régional marqué par :

- la multiplication des menaces à la paix et à la sécurité internationale (terrorisme, banditisme transfrontalier...)
- l'insécurité aux frontières Nord (Boko Haram) et Est (crise centrafricaine) du Cameroun entraînant un grand flux des réfugiés et des personnes déplacées ;
- la multiplication des foyers de tension (RCA, soudan du sud, LRA, RDC, Libye) à l'origine de l'intensification de la prolifération des ALPC ;
- les progrès dans les négociations politiques au niveau sous régional sur la libre circulation des personnes et des biens ;
- la densification des échanges entre les collectivités territoriales décentralisées et leur implication accrue dans le développement des Etats ;
- le déploiement progressif des ONG des pays du Nord vers les pays du Sud ;
- la prise en compte des vues et l'implication des ONG dans la mise en œuvre des projets financés par les Etats et les organismes internationaux.

Afin de dynamiser la coopération multilatérale et la coopération décentralisée, le MINREX s'est appuyé sur les axes suivants :

- la participation active aux grandes rencontres internationales d'intérêt Stratégique auxquelles le Cameroun a pu prendre part (Assemblée Générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, OMC, Union Africaine, OCI, Commonwealth, Francophonie, ACP etc.) ;
- le renforcement de la crédibilité internationale du Cameroun, notamment sur les questions

relatives aux droits de l'Homme, à l'Etat de droit et à la gouvernance dans le cadre de sa mission d'information;

- la dynamisation de la coopération décentralisée en vue d'assurer l'implication des collectivités territoriales décentralisées dans le processus de développement du pays ;
- l'appel à la mobilisation de la communauté internationale pour la recherche des solutions face aux exactions de la secte islamiste Boko Haram (ONU, Union Africaine, CEEAC, CEDEAO, Golfe de guinée, CBLT).

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

L'objectif du programme 2 était de Maximiser les opportunités de la coopération multilatérale et décentralisée. Dans cette perspective le MINREX devait :

- Capitaliser les opportunités de la coopération multilatérale ;
- Affirmer la présence et le rôle du Cameroun dans les conférences et fora internationaux à caractère stratégique ;
- Capitaliser les opportunités de la coopération décentralisée.

En 2014, les efforts ont été entrepris par le MINREX pour l'atteinte de ces objectifs. Des représentants du ministère ont ainsi participé activement à diverses rencontres internationales et des responsabilités telles que projetées, ont été confiées aux ressortissants camerounais et au Cameroun au niveau international.

Par ailleurs de nombreux projets ont été mis en œuvre grâce à la coopération non gouvernementale et décentralisée sur l'étendue du territoire national.

Toutefois, le MINREX a fait face à des difficultés dans la réalisation de ce programme notamment :

- La célérité dans les procédures administratives à améliorer ;
- La connaissance insuffisante des mécanismes du budget programme ;
- L'environnement très concurrentiel dans le processus de captation de financements des projets ;
- L'absence d'une stratégie de placement des camerounais dans la fonction publique internationale.

Ainsi les résultats opérationnels obtenus par le programme sont en inadéquation avec les projections :

La consommation globale des crédits s'est ainsi élevée à 43,02 % pour un taux de réalisation technique de 19,16%. Ces résultats qui peuvent être justifiés mais doivent être améliorés pour la performance du ministère dans ce programme.

Analyse de la performance globale du Programme

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	19,16	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 904 553 254	CP 1 904 553 254
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 31 676 746	Ecart CP 31 676 746
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 879 658 402	CP 773 052 283
TAUX DE CONSOMMATION	98,7 %	40,6 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Cadre logique mal formulé ; - Participation insuffisante aux grandes rencontres internationales ; - Faible placement des camerounais dans la fonction publique internationale ; - Connaissance insuffisante du processus du budget programme.	
PERSPECTIVES 2015	- Amélioration du cadre logique ; - Augmentation du taux de participation aux rencontres internationales ; - Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de placement des camerounais dans la Fonction publique internationale ; - Renforcement des capacités des équipes d'élaboration du budget programme ; - Proposition d'une procédure de coordination, notamment la transmission systématique des rapports de missions de tous les Départements ministériels au MINREX ; - Mise en œuvre de toutes les prescriptions du budget programme (Chaine PPBS, etc.) ; - L'élaboration d'un système interne de suivi des missions à l'étranger ; - La formation des responsables du Département au montage des projets ; - La nécessaire reformulation de certaines actions, activités et indicateurs pour prendre en compte le contexte actuel et corriger les insuffisances des formulations précédentes.	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPERATION MULTILATERALE								
OBJECTIF	Capitaliser les opportunités de la coopération multilatérale							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de projets et programmes auxquels le Cameroun est éligible					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	6.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	40.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	374 173 000	374 173 000	370 127 021	370 127 021	370 127 021	220 703 663	100 %	59,6 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Balbutiement dans l'appropriation et la mise en œuvre du budget programme au MINREX (Plusieurs activités programmées sans maturité n'ont pu être réalisées) ; - Forte diminution des ressources internes des organisations internationales, ce qui a réduit leur capacité d'intervention ; - Environnement international concurrentiel dans le domaine de la recherche de financement des projets ; Difficultés budgétaires.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Mise en place du Centre Interrégional de coordination (CIC) ; - Première phase de l'opérationnalisation du réseau de communication du NEPAD et du MAEP ; - Formation des parties prenantes camerounaises à l'élaboration des projets intégrateurs ; - Organisation d'un exercice pratique de l'OIAC sur la réaction en cas d'attaque chimique ; - Début de la mise en œuvre du programme de formation des infirmiers et sages-femmes en Master; Poursuite des négociations pour l'obtention de l'Appui financier et technique du Commonwealth dans la gouvernance maritime.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les coûts de certaines activités avaient été sous-estimés dès le départ ; - Nombre limité d'activités réalisées.							
Perspectives 2015	-Assurer la maturité des activités à réaliser ; -Mettre en place des stratégies sectorielles en vue d'optimiser la participation du Cameroun à divers programmes de développement.							

Action 02 VALORITION DE LA PRESENCE DU CAMEROUN SUR LA SCENE MULTILATERALE								
OBJECTIF	Affirmer la présence et le rôle du Cameroun dans les conférences et fora internationaux à caractère stratégique							
Indicateur	Intitulé:	nombre de Camerounais placés par an dans la fonction publique internationale et missions diverses confiées au Cameroun dans les OI					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	40.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	150.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 294 855 000	1 294 855 000	1 283 301 895	1 283 301 895	1 283 301 895	322 243 663	100 %	25,1 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Balbutiement dans l'appropriation et la mise en œuvre du budget programme au MINREX ; - Difficultés budgétaires ; - Démarrage tardif de l'exécution du budget ;							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Participation aux rencontres internationales . AG-ONU . CDH . OIAC . AIFM . UA (deux sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement, deux sommets du Comité d'orientation des Chefs d'Etat et de Gouvernement du NEPAD, deux sommets des chefs d'Etat et de Gouvernement du MAEP, commission des droits de l'homme et des peuples, sommet sur le Golfe de Guinée, sommet de la CEEAC, comité de pilotage du NEPAD, réunion de la plate-forme de partenariat NEPAD - Réunion des ministres des Affaires Etrangères du Commonwealth ; - Participation du Cameroun dans les réunions statutaires du FIPOL ; - Jeux du Commonwealth - 15 ème Sommet de la Francophonie et des réunions préparatoires - Sommet sur l'éducation - Fora économiques de la Francophonie. Réunion ministérielle statutaire et technique de l'OCI							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- Les lenteurs et blocages administratifs dans la participation aux conférences internationales ; - La formulation approximative de l'indicateur qui ne prend pas en compte la participation du Minrex aux rencontres internationales.							
Perspectives 2015	-Le réajustement de l'indicateur de l'action avec le couplage du placement des camerounais dans la fonction publique et la participation du Cameroun aux conférences et fora internationaux; -La mise en place d'une plate-forme de coordination et de suivi des projets de participation du Cameroun aux conférences et fora internationaux ; -L'adoption d'une politique de placement des camerounais dans la fonction publique internationale.							

Action 03 OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

OBJECTIF	Capitaliser les opportunités de la coopération décentralisée								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de Collectivités Territoriales Décentralisées, d'ONG/Associations du Cameroun ayant signé au moins un accord de partenariat avec les structures identiques étrangères				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		40.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		300.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	267 202 000	267 202 000	251 124 338	251 124 338	226 229 486	230 104 957	90,1 %	91,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Mise en œuvre des dispositions de la loi sur la décentralisation qui devra permettre d'apporter un meilleur accompagnement aux CTD dans la recherche des partenariats étrangers								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Participation aux travaux du comité sur les ONG ; - Poursuite de la mise à jour du fichier des ONG ; - Poursuite du traitement des dossiers de demande d'autorisation d'exercer par les associations étrangères ; - Signature d'accords de jumelage entre certaines collectivités territoriales camerounaises et étrangères ; Comité interministériel sur la coopération décentralisée.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Manque de plate-forme horizontale de l'action extérieure de l'Etat dans le domaine de la coopération décentralisée ; - Erreur d'appréciation dans le processus de maturation des projets entraînant une sous-évaluation en amont des couts des activités.								
Perspectives 2015	- Nécessaire dynamisation de la collaboration entre les différentes structures impliquées dans la formation de la coopération décentralisée (MINREX, MINADT, Mairies...) ; - Suivi et évaluation accrus des activités des ONG étrangères au Cameroun ; - Amélioration dans le processus de maturation des projets.								

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 078

GESTION DES CAMEROUNAIS A L'ETRANGER

Responsable du programme

BILLONG BENJAMIN
Conseiller Technique

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Conscient du rôle que les Camerounais à l'étranger peuvent jouer dans le processus de développement du Cameroun, le Président de la République a décidé de leur accorder une place importante dans le dispositif institutionnel du gouvernement. C'est ainsi qu'en 2005, il a institué la Division des Camerounais à l'Etranger (Voir. Décret n°2005/ 286 du 30 juillet 2005 portant Organisation du Ministère des Relations Extérieures). Cette initiative a d'abord été confortée par le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant réorganisation du gouvernement, puis par le décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant Organisation dudit Ministère, à travers la création d'une Direction des Camerounais à l'Etranger, des Etrangers au Cameroun, des Questions Migratoires et des Réfugiés. C'est cette Direction qui est « *chargée du suivi et de l'élaboration des politiques et stratégies en vue de la participation des Camerounais de l'étranger au développement politique, économique, et social du pays, en collaboration avec les administrations concernées* », conformément à l'article 10 du décret de 2013 susvisé.

C'est cette dynamique qui a conduit à la création dans le PPA 2014 du MINREX du programme III GESTION DES CAMEROUNAIS A L' ETRANGER dont l'objectif est de renforcer la protection des Camerounais vivant à l'étranger et de leurs intérêts ; à leur assurer un encadrement adéquat et de proximité afin de les inciter à participer de manière plus active au développement socio-économique de leur pays d'origine.

Le programme comporte deux actions :

- Mobilisation et encadrement des camerounais à l'étranger et ;
- Capitalisation du potentiel financier, intellectuel et de réseautage des Camerounais à l'étranger.

Cet important Programme démarre dans un environnement institutionnel présentant certaines limites qui en justifient davantage la nécessité, tout en étant susceptibles de plomber son plein déploiement, a l'instar :

- De la question de la double nationalité,
- la non effectivité du décret n° 2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du ministère des relations extérieures, etc.) ;
- la complexité des rapports des camerounais à l'étranger avec les institutions du pays d'origine ;
- l'absence de données chiffrées sur les camerounais à l'étranger ;
- le déficit qualitatif et quantitatif de l'expertise sur la gestion des camerounais à l'étranger,
- l'absence de mesures incitatives pour une plus grande implication des camerounais à l'étranger au développement du pays.

Tableau N° 1 : Performance planifiée du programme :

OBJECTIF	Améliorer la contribution des camerounais à l'étranger à la vie politique, sociale et économique du pays	
Indicateur	Intitulé:	Taux de participation effective des camerounais à l'étranger à la vie politique, économique et social
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	2.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	40.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: MOBILISATION ET ENCADREMENT DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER Action 02: CAPITALISATION DU POTENTIEL FINANCIER, INTELLECTUEL, DE RÉSEAUTAGE DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 593 701 000	CP 1 573 701 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	BILLONG BENJAMIN, Conseiller Technique	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 078, Gestion des Camerounais à l'Etranger a été mis en œuvre dans un contexte politico-économique globalement défavorable, marqué par un certain nombre de facteurs qui ont déteint sur sa performance :

- le démarrage tardif du budget du Département ;
- la situation sécuritaire dans la sous-région Afrique centrale ;
- la non-effectivité du décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du Ministère des Relations Extérieures, qui érige la Division des Camerounais à l'Etranger en Direction des Camerounais à l'Etranger, des Etrangers au Cameroun, des Questions Migratoires et des Réfugiés.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

Initialement prévue comme action du programme 077 "valorisation du potentiel de la coopération bilatérale, des camerounais à l'étranger et de la diaspora", la gestion des camerounais à l'étranger, est devenue un programme dans le cadre du PAP 2014. Deux actions ont été retenues à savoir mobilisation et encadrement des camerounais à l'étranger et, valorisation du capital financier intellectuel et de réseautage des camerounais à l'étranger.

D'emblée, il convient de relever que, la nouveauté du Programme, et la sous-estimation de son coût, d'une part, et d'autre part le fait que les deux actions formulées dans celui-ci ne prennent pas en compte tous les aspects de la gestion des camerounais à l'étranger, en ont entravé la montée en puissance.

Toutefois, l'accent a été mis sur certaines activités du programme notamment le renforcement des capacités opérationnelles des Missions Diplomatiques et des services consulaires en terme de protection et d'assistance des camerounais à l'étranger, ou leur implication dans le développement économique national par le biais de leurs ressources intellectuelles, financières et de réseautage.

A cet effet, l'organisation de la sixième édition du Forum des Compétences de la Diaspora Camerounaise (DAVOC) a permis, au terme de ce dernier, de formuler des propositions concrètes en vue d'une telle implication.

Il convient aussi de mentionner le déploiement d'équipes techniques du MINREX dans certaines missions diplomatiques, en appui à la célébration du Cinquantenaire de la Réunification de notre pays en communion avec les Camerounais à l'étranger.

On peut noter dans le même ordre d'idées, l'appui à l'organisation au Palais des Congrès, avec l'entreprise INTER-PROGRESS, du troisième Salon International des Entreprises (PROMOTE) en décembre 2014.

En fin de compte, une meilleure performance du Programme III en 2015 nécessiterait certains ajustements en vue de corriger les entraves ci-dessus énoncées.

Analyse de la performance obtenue du programme

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	10%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 607 851 427	CP 1 587 851 427
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -14 150 427	Ecart CP -14 150 427
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 568 771 373	CP 273 814 607
TAUX DE CONSOMMATION	97,6 %	17,2 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Le taux de réalisation de l'indicateur, inférieur à la valeur de référence qui était de 20%, s'explique essentiellement par : le contexte susmentionné ; la réduction de certaines prestations fournies par l'Etat aux Camerounais à l'étranger (Par exemple : l'assistance au rapatriement de dépouille ; assistance consulaire ; par exemple) ; et l'absence du fonds d'affectation spéciale. Le présent indicateur ne permet d'évaluer que les investissements initiés ou facilités par le MINREX. Pour une saisine globale des projets et réalisation des Camerounais à l'étranger.	
PERSPECTIVES 2015	-Il serait souhaitable d'objectiver les dispositions du Décret du 22 avril 2013 allant dans le sens de la mise sur pied d'une plateforme de collaboration entre le MINREX et les administrations techniques concernées, en vue d'une saisie globale des activités de ce Programme, toujours disséminées entre le MINREX, les ministères sectoriels et les structures techniques (API, FNE, CARPA etc.). -Tout comme il est important de pourvoir le nouvel organigramme du MINREX issu du décret n° 2013/112 du 22 avril 2013, qui élargit les compétences de l'ex Division des Camerounais à l'Etranger en l'érigeant en Direction et en lui attribuant l'essentiel des compétences du Ministère en matière de gestion des Camerounais à l'étranger. -Par ailleurs, la désignation des responsables du programme, des activités et des tâches permettrait sans doute d'améliorer la performance du Programme. -Il serait souhaitable pour une meilleure performance globale du programme : · De commettre une étude plus approfondie des questions des camerounais à l'étranger ; · D'inscrire deux nouvelles actions (Renforcement des capacités opérationnelles des services de la gestion des camerounais à l'étranger et des questions migratoires ; suivi des activités des camerounais à l'étranger sur le territoire national et dans leurs pays d'accueil) afin de compléter les deux autres actuellement existantes et qui ne prennent pas en compte tous les aspects importants de la Gestion des camerounais à l'étranger.	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 MOBILISATION ET ENCADREMENT DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER								
OBJECTIF	Assurer la protection et la défense des intérêts des camerounais à l'étranger							
Indicateur	Intitulé:		Taux de prestations rendues aux camerounais à l'étranger				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 504 701 000	1 504 701 000	1 499 197 290	1 499 197 290	1 499 197 290	206 349 670	100 %	13,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Nécessité de mobiliser et d'organiser les camerounais à l'étranger en vue de leur contribution au projet de développement - Nécessité de disposer d'une base de données sur les camerounais à l'étranger							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-TDR de Recensement des camerounais à l'étranger disponible ; - Guide d'information et de sensibilisation des camerounais à l'étranger en cours d'élaboration ; - TDR de Fonds d'intervention spéciale en cours de validation-Quelques rapports annuels de gestion des situations d'urgence et humanitaires produits ; -Assistance et protection consulaire des camerounais en détresse dans de nombreux pays tels que les USA, Chine, Turquie, Belgique, Roumanie, Tchad, Gabon, Guinée Equatoriale, Royaume Uni, RCA, Nigéria.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	-Nombreuses sont des activités qui ont été enclenchées et qui demeurent en cours de réalisation. -Les données d'exécution du budget des services extérieures ne sont pas encore prises en compte dans le document « Situation consolidée de l'exécution du budget de l'Etat » d'où son faible taux d'exécution.							
Perspectives 2015	- Renforcement de l'assistance administrative au Rapatriement ; - La correction des lenteurs administratives dans le processus décisionnel ; - ouverture du dialogue avec ces associations et intensification de la communication vers les autres camerounais à l'étranger ; - Nécessité d'un recensement qualitatif et quantitatif des camerounais à l'étranger ; - Renforcement des capacités opérationnelles du personnel dans les services centraux et les missions diplomatiques et consulaires.							

Action 02**CAPITALISATION DU POTENTIEL FINANCIER, INTELLECTUEL, DE RÉSEAUTAGE DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER**

OBJECTIF	Accompagner les camerounais à l'étranger dans l'exécution de leurs projets sur le territoire national								
Indicateur	Intitulé:		Taux de progression des investissements initiés ou facilités des camerounais à l'étranger				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		1.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		5.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	89 000 000	69 000 000	108 654 137	88 654 137	69 574 083	67 464 937	64 %	76,1 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-La multiplication des sollicitations des associations des camerounais à l'étranger à l'endroit du Gouvernement en vue de l'accompagnement de leurs initiatives par le Gouvernement. -Richesse du potentiel financier, intellectuel de réseautage des camerounais à l'étranger.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-La sensibilisation des camerounais à l'étranger et l'établissement des partenariats de développement solidaire ont été réalisés en partie grâce à l'apport des partenaires. Toutefois, les financements sont attendus pour leur optimisation. -Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des mesures incitatives d'investissement des camerounais à l'étranger, quelques réunions ont été tenues mais faute de budgétisation, les rapports n'ont pas pu être élaborés.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	-Des activités démarrées demeurent en cours de réalisation ; -La majorité des projets des camerounais à l'étranger soumis pour accompagnement n'ont pas encore abouti du fait de leur maturité insuffisante.								
Perspectives 2015	-Renforcer le rôle centrale du MINREX dans la coordination effective des projets impliquant les camerounais à l'étranger. -l'amélioration de la facilitation des projets de développement des camerounais à l'étranger ; - Opérationnalisation du fonds d'affection spéciale et domiciliation dudit fonds au MINREX ; - Renforcement des capacités institutionnelles d'action de l'Etat en faveur des camerounais à l'étranger ;								

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 079

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE
SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES

Responsable du programme

EDOUBE LUCIEN CELEST
Conseiller Technique

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme support du Ministère des Relations Extérieures (MINREX), intitulé « Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des Relations Extérieures », a pour but d'améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre des programmes opérationnels.

A ce titre, il vise à garantir un fonctionnement optimal des services centraux, de nos Missions Diplomatiques et Postes Consulaires, en vue d'atteindre les objectifs globaux du Département tels que déclinés dans notre Feuille de Route 2014.

Il s'agit de manière spécifique dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, de :

- assurer une meilleure visibilité et lisibilité et de l'action diplomatique ;
- améliorer le cadre et les conditions de travail ;
- assurer le fonctionnement optimal des services ;
- renforcer et dynamiser le fonctionnement de la chaîne PPBS pour une meilleure appropriation aussi bien par les personnels des services centraux que par ceux de l'extérieur ;
- assurer l'harmonie et la cohérence des actions de coopération à travers la mise en place d'une plateforme de coordination horizontale avec les autres Départements ministériels ;
- optimiser la performance du personnel en insistant sur un renforcement permanent et continu de leurs capacités.

Il est aussi à noter que, dans le cadre de l'élaboration du budget-programme du Ministère des Relations Extérieures au titre de l'exercice 2014, le Département s'est fixé pour objectif d'une part, de corriger les erreurs liées à la difficile appropriation des nouvelles techniques de préparation budgétaire, et d'autre part, d'atteindre une valeur d'indicateur cible optimiste de 100% de réalisation des actions prévues.

En outre, et d'une manière générale, une évaluation de nos performances a conduit à la relativisation de notre objectif de départ. Ceci dû aux nouvelles orientations (sécurité collective face aux menaces asymétriques transfrontalières, la piraterie maritime et les enjeux économiques) de notre Politique Etrangère telle que définie par le Chef de l'Etat.

Le programme 076 du MINREX est donc mis en œuvre dans un contexte particulier caractérisé par :

- la nécessité et l'urgence d'un renforcement des capacités d'accueil du Département en raison d'un accroissement considérable de ses effectifs ;
- l'arrêt du chantier de construction du bâtiment devant abriter les services de la Direction du Protocole et des Affaires Consulaire par le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé ;
- les difficultés d'exécution de certaines activités liées au paiement tardif de certaines dépenses à la Paierie du Trésor ;
- la difficile mise en œuvre des différents Programmes liés à la nécessaire implication des Responsables dans l'utilisation des nouveaux outils de préparation et d'exécution du budget-programme ;
- l'inadaptation de son système de communication aux standards internationaux ;

- l'absence de mobilité des ressources humaines ;
- la faible budgétisation des dépenses incompressibles (frais de relève, frais de scolarité, assurances, loyer...).

Le programme support du MINREX, malgré toutes les difficultés rencontrées, a été mis en œuvre à travers :

- la construction de nouveaux bâtiments abritant plus d'une centaine de bureaux ;
- la réhabilitation des infrastructures existantes ;
- l'achat et l'entretien des équipements (matériels roulants, mobilier de bureau, matériel informatique...) ;
- la formation continue de plus de 200 personnels ;
- la construction des réseaux informationnels ;
- le déclenchement du processus de réformes administratives, notamment par l'élaboration des manuels de procédures administratives;
- la prise en compte des charges incompressibles de souveraineté.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINREX
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	90.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES Action 02: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 03: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 04: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 10 557 753 000	CP 9 855 753 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	EDOUBE LUCIEN CELEST, Conseiller Technique	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 076 a été mis en œuvre dans un contexte politico économique global en perpétuelle mutation principalement influencé par des problèmes de sécurité sous régionale (sécurité transfrontalière), régionale (sécurité du golfe de Guinée), la menace de la secte islamiste BOKO HARAM et la quête de la croissance.

Au plan interne, ledit contexte est caractérisé par :

- la mise en œuvre des résolutions du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, de la CEDEAO et de la CGG sur la Sûreté et la Sécurité Maritimes dans le Golfe de Guinée tenu en 2013 ;

- la prise en compte de 400 Secrétaires et Attachés des Affaires Etrangères en fin de formation;
- le renforcement des capacités des personnels du MINREX à travers l'organisation des séminaires et des stages aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger ;
- la meilleure appropriation de l'application PROBMIS ;
- la multiplication des chantiers de construction d'infrastructures ;
- la poursuite du paiement des frais de relève pour congés des personnels des Missions Diplomatiques.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

Dans le cadre de la performance globale du programme intitulé «Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des Relations Extérieures », l'indicateur suivant «**taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINREX** » a été retenu pour mesurer l'atteinte de l'objectif majeur dudit programme.

Au terme de l'année 2014 et compte tenu du niveau d'exécution des trois programmes du Département, il ressort avec satisfaction, un taux de réalisation des activités annuelles de 85,80%. Soit une augmentation de 5,80% du taux d'exécution comparativement à l'année 2013.

Analyse de la performance globale du Programme IV

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	85,80% (de réalisation des activités du MINREX)	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 10 616 125 944	CP 9 914 125 944
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -58 372 944	Ecart CP -58 372 944
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 9 811 123 178	CP 8 957 017 279
TAUX DE CONSOMMATION	92,4 %	90,3 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Ce résultat se justifie par : - une meilleure coordination stratégique à travers le fonctionnement des comités tels que le comité mixte MINREX/MINFOPRA chargé de l'élaboration du cadre organique, le comité mixte MINREX/MINFI/MINEPAT chargé de la mise en œuvre du budget programme au sein du Ministère ; - le renforcement des capacités des personnels en matière d'éthique et de déontologie ; - le renforcement des mesures disciplinaires - les campagnes de sensibilisation des personnels sur le VIH-SIDA et la corruption ; - la prise en compte de l'approche genre à travers un appui constant apporté à la DYFEDCAM;	

PERSPECTIVES
2015

Le programme 076 en tant que programme support du Ministère des Relations Extérieures prend en charge l'ensemble des fonctions de soutien nécessaire à l'accompagnement juridique et logistique des programmes à vocation opérationnelle.

Aussi, les résultats obtenus en 2014 ont permis une meilleure projection en 2015 avec au nombre des réalisations :

- deux (02) bâtiments construits et livrés ;
- un (01) bâtiment R+3 en cours de finition ;
- un chantier d'un bâtiment, devant abriter les services de la Direction du Protocole et des Affaires Consulaire, arrêté ;
- un forage à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun dont les travaux sont en cours ;
- l'acquisition de trois véhicules dont deux Prado 4x4 et une Berline ;
- mise en service du système de vidéosurveillance ;
- le suivi de l'informatisation des services.

Au regard de toutes ces avancées, des perspectives nouvelles s'annoncent compte tenu d'une part, de l'adoption du nouvel organigramme, et d'autre part du bien-être et de la motivation des personnels et du renforcement de leurs capacités.

Il s'agit notamment :

- du fonctionnement effectif du Centre d'Analyse Stratégique de Prospective et de Crise ;
- du fonctionnement effectif du comité PPBS ;
- de la création d'une infirmerie ;
- de la réalisation d'un nouveau restaurant ;
- de l'acquisition d'un nouveau bus.

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES								
OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère							
Indicateur	Intitulé:	taux de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	75.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 980 201 000	2 860 201 000	3 010 883 312	2 890 883 312	2 877 988 294	2 550 109 411	95,6 %	88,2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le décret N°2011/408 du 09 Décembre 2011, portant réorganisation du Gouvernement a consacré le MINREX dans son rôle de chef de file de la coopération et des relations internationales. A ce titre, il a la responsabilité de la coordination des programmes compatibles avec les objectifs de politique étrangère tels que définis par le Chef de l'Etat. Le Cameroun étant sous l'emprise des attaques de la secte islamique Boko Haram et confronté à l'insécurité transfrontalière du fait de la crise en République Centrafricaine, et des actes de piraterie dans le golfe Guinée, l'objectif de stimulation de la croissance en a pris un coup.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 04 visites du Chef de l'Etat (France, Vatican, USA et Belgique) - Audiences diplomatiques : 04 présentations des copies figurées des lettres de créance et d'introduction 05 visites de courtoisie 48 Audiences sur des sujets d'intérêts communs dans les domaines économiques, sécuritaires, agricoles, 04 audiences d'adieux - 10 Réunions de coordination tenues ; - 37 rencontres internationales organisées, - 13 visites de haut niveau organisées, - négociation et signature de 14 accords avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux parmi lesquels : l'Accord commercial révisé entre le Cameroun et le Nigeria, signé le 11 avril 2014 à Yaoundé, au cours de la 6^{ème} session de la Grande Commission Mixte de Coopération Cameroun Nigéria, tenue du 9 au 11 avril 2014 à Yaoundé ; Accord relatif à l'exemption réciproque de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques ou de service entre le Cameroun et la Suisse, signé le 27 septembre 2014 à Yaoundé ; l'Accord de coopération dans le domaine de la Recherche Scientifique et Technique, signé le 6 mars 2014 à Abidjan au cours de la 2^{ème} Session de la Grande Commission Mixte de Coopération tenue les 4, 5 et 6 mars 2015 à Abidjan) ; La signature d'un mémorandum d'entente pour la matérialisation effective du partenariat avec Maroc Polo pour l'installation au Cameroun d'un système intégré de transport ; signature d'un accord de coopération scientifique et la mise sur pied d'un mécanisme bilatéral de consultations politiques qui a tenu sa 2^{ème} session ici même à Yaoundé, en juillet 2014. - Feuille de route annuelle élaborée.							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Compte tenu de l'inadéquation entre les besoins et les ressources, le résultat de l'action a été possible grâce, principalement, au renforcement de la coordination stratégique et opérationnelle des programmes du MINREX. Les ressources affectées ont été utilisées pour les activités du programme support, notamment l'informatique, les ressources humaines et la logistique, et en appui aux programmes opérationnels. Il convient de relever néanmoins que l'indicateur de l'action ne permet pas de mesurer l'efficacité du responsable de l'action qui, en réalité, n'a pas d'emprise sur le résultat de l'action.
Perspectives 2015	- Révision des Baseline ; - Poursuite de la mise en œuvre du dispositif de pilotage axé sur la performance : organisation et déploiement du Contrôle de gestion prévu en 2014 + renforcement du rôle des responsables de programme et des responsables d'action ; - Relever le rang des responsables de Programme.

Action 02 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	ADoter les services des infrastructures et des équipements adéquats								
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnel disposant d'un poste de travail fixé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		30.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		80.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 052 507 000	1 470 507 000	1 922 304 666	1 340 304 666	1 408 070 404	1 266 684 116	73,2 %	94,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	L'accroissement considérable et continu des effectifs (plus de 400 en 2014), la nécessité de s'arrimer au TIC et aux standards minimum d'un cadre de travail approprié tel que prévu par l'OIT, sont les arguments principaux qui ont milité en faveur de la mise en œuvre de l'action relative à l'ACCROISSEMENT ET MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL ET DU TRAVAIL DES SERVICES.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Extension du réseau téléphonique au MINREX ; - Extension et réhabilitation du réseau informatique ; - Finition du bâtiment de la Direction des affaires d'Afrique ; - Finition du bâtiment de la direction des affaires d'Amériques ; - Finition du bâtiment de la direction du protocole ; - Construction d'un bâtiment à usage de bureau ; - Mise en place du réseau inter diplomatique ; - Aménagement d'un forage à L'IRIC ; - Aménagement reposoir MINREX ; - Construction d'une guérite ; - Audit du réseau électrique ; - Réhabilitation du réseau électrique phase (2) ; - Extension du système de vidéo surveillance ; - Achat de nouveaux véhicules de services ; - Acquisition du matériel informatique.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	A la lumière des activités réalisées, l'on peut noter une progression satisfaisante en vue de l'atteinte de la cible. Toutefois, des difficultés d'ordre administratif ont été rencontrées. Il s'agit de l'exécution tardive du BIP ayant conduit au ralentissement des projets inscrits au PTA 2014 et de l'arrêt des travaux par la Communauté Urbaine de Yaoundé du bâtiment R+2 devant abriter la direction du protocole. Par Ailleurs, l'absence de la prévision de la maîtrise d'œuvre a conduit à la ponction des ressources destinées à la réalisation des ouvrages.								
Perspectives 2015	- Augmenter les équipements pour permettre une occupation définitive des bâtiments construits - Budgétiser la maîtrise d'œuvre - Continuer les réhabilitations - Poursuivre l'informatisation des services								

Action 03 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Accroitre qualitativement les ressources humaines								
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des personnels formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		30.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		70.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	3 447 818 000	3 447 818 000	3 481 722 330	3 481 722 330	3 481 722 330	3 105 888 139	100 %	89,2 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- La nécessité d'imprégner les nouvelles recrues dans le cadre des 25.000 diplômés et les diplomates en cours d'intégration, à la connaissance du monde professionnel de la diplomatie, à la culture administrative ainsi qu'à la pratique des langues (anglais, français, chinois) ; - Processus d'amélioration du cadre de travail et bien-être du personnel (aides et secours, prime de rendement, suivi des actes de carrière...).								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Personnel formé en langues anglaise, française au Centre Pilote et en Chinois à l'Institut Confucius ; - Journées d'échanges pédagogiques tenues au Département ; - Séminaires organisés à l'ENAM et à l'ISMP ; - Secrétaires et Attachés de Direction recyclés ; - Aides et secours assurés ; - Actes de carrières et de solde effectués ; - Lancement de la rédaction du Manuel de Procédures Administratives (MPA).								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Une bonne planification du processus de recyclage et l'automatisation de la gestion des personnels en cours justifie le résultat obtenu. En outre, le paiement de primes de rendement, d'habillement et des aides et secours apportés aux personnels, d'une part, et de la prise en charge des actes de carrière d'autre part, a donné une certaine sérénité au personnel. Par ailleurs, la participation effective et régulière des personnels au cycle de formation a contribué à l'optimisation de leurs performances dans le cadre de l'atteinte des objectifs du Département. Toutefois, la mauvaise formulation de l'indicateur qui ne permet pas de renseigner sur toutes les activités de l'action et l'insuffisance de l'évaluation du rapport ressources/objectifs justifient le gap observé entre la valeur cible et le résultat technique.								
Perspectives 2015	- La nécessité de déployer le personnel du Département dans l'optique de l'application effective du nouveau cadre organique 2013 ; - Poursuivre la formation des personnels des services centraux et encourager celle des personnels des missions diplomatiques et postes consulaires dans l'élaboration et l'exécution du budget programme.								

Action 04 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents de la chaîne PPBS, de documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		4.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		7.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 077 227 000	2 077 227 000	2 201 215 636	2 201 215 636	2 043 342 150	2 034 335 613	92,8 %	92,4 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre du budget 2014 est la poursuite du budget programme conformément au nouveau Régime Financier de l'Etat entré en vigueur en 2013.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Relecture des PAP MINREX ; - Elaboration des CDMT 2014-2016 ; - Elaboration des projets de PPA 2015 ; - Participation aux pré-conférences et conférences budgétaires ; - Participation au CIEP et à la défense du budget 2015 devant le parlement.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Malgré les difficultés liées au démarrage tardif du budget programme ayant engendré un retard dans la mise en œuvre de ses activités, et de la disponibilité des moyens pour la mener à bien, malgré également le faible niveau d'appropriation des techniques d'élaboration des documents exigés par le budget programme, le résultat a été satisfaisant.								
Perspectives 2015	- Allouer les ressources financières nécessaires à la mise à niveau de l'ensemble de l'équipe chargé de l'élaboration des documents pour les rendre encore plus fiables ; - Rendre opérationnel et fonctionnel le comité PPBS du MINREX.								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan stratégique du RAP 2014 fait référence à l'analyse des éléments de rapprochement entre les résultats obtenus des différents programmes et l'objectif stratégique que s'est assigné le Minrex pour l'exercice budgétaire 2014. Dans le cadre de ce processus, il convoque un regard sur les leçons apprises et ouvre, in fine, une fenêtre sur l'ensemble des mesures qui, pourraient être prises pour une amélioration sensible des résultats de la budgétisation par programme, inscrites dans les perspectives.

Il convient de reconnaître qu'étant un domaine par essence réservé, la diplomatie camerounaise menée au sommet échappe de manière essentielle au sous-secteur des Relations Extérieures en ce qui concerne son opérationnalisation décisionnelle. Dès lors, les missions du **MINREX** se réduisent aux propositions et à la mise en œuvre d'une politique dont la définition ne lui incombe pas. C'est dans ce cadre que se conçoit sa stratégie sectorielle.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

En 2014, la contribution du sous-secteur Relations Extérieures était concomitante à l'exigence de l'atteinte des objectifs globaux du DSCE. C'est ainsi qu'elle s'est inscrite dans le cadre de la gestion optimale des contraintes et de la capitalisation des opportunités qu'offre la mondialisation en vue d'une meilleure insertion du Cameroun dans les courants d'échanges globaux. Le Minrex, dans son rôle de chef de file de la coopération et des relations internationales consacré par le décret N° 2011/408 du 09 Décembre 2011, portant organisation du gouvernement a, depuis cette date, la responsabilité de la coordination horizontale des programmes relevant des différents départements ministériels techniques orientés vers l'extérieur, en vue de favoriser l'atteinte commune des résultats sociaux économique compatibles avec les objectifs du DSCE.

Son orientation stratégique, à la suite de l'année 2013 s'est articulée autour des objectifs ci-après :

- Promouvoir et consolider la crédibilité du Cameroun sur la scène internationale pour assurer une meilleure attractivité des investisseurs étrangers et autres partenaires au développement ;

Plusieurs actions ont en effet été menées en 2014 dans le sens de la promotion et de la consolidation de la crédibilité du Cameroun sur la scène internationale. Il fallait donner à la destination Cameroun pour ce faire, la crédibilité nécessaire à une meilleure attractivité des investisseurs étrangers. Dans cette optique le premier Ministre **Philémon Yang**, a conduit une forte délégation d'officiels et d'hommes d'affaires camerounais au Forum sur le commerce et l'investissement au Cameroun en Mai 2014 à Londres. De même, a été organisé en septembre 2014 au Québec, des Journées Economiques du Cameroun sur le thème « Faire des affaires au Cameroun », à l'issue desquelles une quinzaine de protocoles d'accords ont été signés.

- Promouvoir et défendre à l'étranger les intérêts de toute nature de l'Etat, de même que ceux des personnes physiques et morales de droit camerounais, en vue de leur implication active dans le développement économique du Cameroun d'une part, et

d'autre part à leur contribution à la mise en place des cadres de capitalisation de l'expertise et des potentialités de la diaspora, et des camerounais à l'étranger ;

En 2014, il a été noté une mobilisation et un encadrement des camerounais à l'étranger tout comme s'est opéré la défense et la protection des intérêts de l'Etat. Dans le cadre de première activité, dans la perspective de la capitalisation du potentiel financier, intellectuel, et de réseautage des camerounais à l'étranger, il s'est inscrit entre autres l'accompagnement de la mise en œuvre des projets sur le territoire national des ressortissants camerounais. En outre, il convient de mentionner que sur hautes instructions du Chef de l'Etat, a été organisé un dialogue avec les camerounais de la diaspora partout où ils se trouvent, lors des différentes cérémonies de commémoration dans toutes les ambassades, hauts-commissariats, délégations permanentes et consulats des cinquantenaires de la réunification. Il pourrait également être évoqué la mission quotidienne d'assistance consulaire multiforme au profit des camerounais à l'étranger notamment le rapatriement des dépouilles.

En ce qui concerne le second volet, le patrimoine de l'Etat notamment les structures abritant les missions diplomatiques et postes consulaires a fait l'objet d'une attention particulière. En effet, des dotations spéciales ont été octroyées par la présidence de la république à certaines ambassades notamment, à Brazzaville et à Paris pour la location provisoire des résidences des chefs de missions, et pour la rénovation de l'Ambassade du Cameroun auprès du Saint-Siège.

- Améliorer et renforcer la coopération avec les institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale, BAD, etc.) et d'autres institutions de financement au développement ;

Cette action a fait l'objet en 2014 d'un suivi particulier. Le Cameroun étant engagé dans un vaste programme de construction de grandes infrastructures. C'est ainsi que dans le processus de renforcement de la coopération avec les bailleurs de fonds, le Cameroun a bénéficié d'un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD), destiné à l'aménagement d'un tronçon routier de 598 km entre les régions du Centre et de l'Adamaoua. D'autres financiers se sont joints à l'action de la BAD au nombre desquels : l'Agence Française de Développement (près de 45 milliards de FCfa) en financement parallèle, la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), pour près de 42 milliards de FCfa) et la Japan International Cooperation Agency (JICA) pour environ 35 milliards de FCfa.

- Capitaliser dans les relations économique, technique, technologique, scientifique, et culturelle avec nos partenaires bi et multilatéraux, ainsi qu'avec les acteurs non gouvernementaux, les opportunités compatibles avec la stratégie nationale de développement et de croissance ;

Peuvent intervenir dans ce registre, entre autres :

- La revalorisation du Fonds d'Aide d'urgence par l'appel du Cameroun aux autres Etats membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) à adhérer audit Fonds;
- L'organisation à Yaoundé de la Réunion ministérielle de la TICAD V ;
- L'arrangement d'établissement entre le Cameroun et l'Organisation Clinton Health Access Initiative au Cameroun, signé le 25 Juillet 2014 à Yaoundé;
- Etc.

- Intensifier la prospection et réorienter la coopération en direction des pays à fort potentiel économique et technique ;

En dépit des restrictions prescrites par la circulaire N°..... du premier Ministre Chef du gouvernement, visant à réduire les tailles des délégations et les missions à l'étranger, plusieurs initiatives ont été prises dans le sens de développer ou d'intensifier la prospection vers les pays à fort potentiel économique. Allusion ici est faite aux initiatives dirigées vers certains pays émergents à l'instar de l'Argentine, de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabe Unis, du Qatar, du Koweït, du Venezuela, du Mexique, de Cuba et de Trinité et Tobago avec lequel le Cameroun envisage signer des accords de coopération.

- Densifier et diversifier les échanges commerciaux, techniques, culturels et technologiques avec le Nigeria;

Dans cet ordre, il est loisible d'invoquer un certain nombre d'actions visant à densifier et à diversifier les échanges avec notre grand voisin et pays frère. L'intérêt pour le Cameroun étant la quête permanente d'une pratique des relations pacifiques et mutuellement bénéfiques. La révision de l'accord commercial entre le Cameroun et le Nigeria, signé le 11 avril 2014 à Yaoundé, au cours de la 6ème session de la Grande Commission Mixte de Coopération Cameroun Nigéria, tenue du 9 au 11 avril 2014 à Yaoundé entre les deux pays, s'inscrit en droite ligne de cette politique.

- Consolider la conquête des marchés européens en améliorant la qualité de l'offre des exportations (semi-finis et finis) et en rationalisant la demande des importations ;

La conquête des marchés européens est un défi permanent pour le sous-secteur Relations Extérieures qui, a inscrit dans son action en 2014 en conformité avec le DSCE, dans le processus d'insertion de l'économie camerounaise dans les grands courants d'échanges mondiaux. Aussi, auront été négociés au cours de cette année, entre autres :

- La tenue de la première session annuelle du Dialogue politique structuré Cameroun – Union Européenne, le 17 juillet 2014 à Yaoundé ;
- L'organisation de la réunion du Groupe de travail Cameroun-Union Européenne sur les questions migratoires le 19 juin 2014 à Yaoundé ;
- L'avènement de la 11ème édition des journées d'amitié Cameroun-Europe en juillet 2014 à Yaoundé ;
- La tenue de la dixième session des Consultations bilatérales Cameroun-Russie, ayant abouti à la transformation de celles-ci en Grande Commission Mixte, cadre de revue périodique de l'ensemble des programmes de coopération ;
- La participation à la première session de la grande commission mixte Cameroun-Grande Bretagne du 02 au 04 septembre 2013 institué le premier septembre 1987.

- Consolider, densifier et diversifier la conquête des marchés sud-américain et asiatique

L'Amérique du sud et l'Asie constituent des espaces stratégiques pour le sous-secteur Relations Extérieures en ce qu'ils regorgent d'un bon nombre de pays émergents nouvellement industrialisés. Il s'agit notamment pour l'Amérique du sud, du Brésil, du Mexique, du Venezuela, de l'Argentine ; et pour l'Asie, la chine, la Corée du sud, la Malaisie, Taiwan, l'Indonésie, etc. Le processus de consolidation, de densification et de diversification de la conquête des marchés

des espaces sus considérés aura en 2014 été marqué par :

- Ø La signature d'un mémorandum d'entente entre le Cameroun et le Brésil pour la matérialisation effective du partenariat avec Marco Polo pour l'installation au Cameroun d'un système intégré de transport ;
- Ø Le renforcement de la coopération agricole Cameroun-Brésil à travers la SODECAO et la CEPLAC ;
- Ø La signature d'un accord de coopération scientifique avec l'Argentine ;
- Ø L'organisation à Yaoundé de la Réunion ministérielle de la TICAD V (coopération Japon-Afrique).

- Mettre en œuvre un programme efficace de diplomatie publique en vue d'accroître l'offre d'information sur le Cameroun et renforcer les moyens de diffusion de cette information ;

Il s'agissait pour le Cameroun, de mener une véritable campagne marketing dans l'optique de mieux vendre la destination Cameroun, en tant que pays à fort potentiel économique, culturel et touristique. Cette action aura été menée à l'extérieur à travers les Bureaux d'Informations Touristiques (Paris, Bruxelles, USA, etc.) et les centres de communication dans nos représentations diplomatiques. Au demeurant, l'organisation du salon international de l'entreprise Promote 2014 de Yaoundé a été un cadre propice pour la promotion de l'image de marque du Cameroun relayée par l'ensemble de nos missions diplomatiques.

- Promouvoir et assurer, en vue de défendre les intérêts du Cameroun, le placement des camerounais dans la fonction publique internationale.

Le placement des camerounais dans la Fonction Publique internationale a également été une des préoccupations majeures du gouvernement dans le cadre de cette action. Ainsi, à l'occasion de la participation du Cameroun au 22ème sommet de l'UA à Addis-Abeba, en Janvier 2014, les candidatures de deux de nos compatriotes, Monsieur Martin CHUNGONG et Clément ATANGANA ont été endossées par l'Organisation Panafricaine, respectivement, pour le Poste de Secrétaire Général de l'Union Interparlementaire et pour la réélection au poste de membre du Comité des Droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies.

L'on notera aussi la nomination du général de division Martin CHOMU TUMENTA, au poste de Commandant de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation de la République centrafricaine (MINUSCA).

3.2. LEÇONS APPRISES

Il ressort du bilan d'exécution des divers programmes une relative difficulté, voire une réelle impossibilité d'évaluer au sens technique la performance d'ensemble du MINREX en 2014. Ceci est dû aux limites d'ordre technique et particulièrement l'inadéquation des indicateurs de performance.

Toutefois, au regard des réalisations effectives ci-après résumées, l'on peut conclure à un succès évident au plan strictement diplomatique.

Cependant, l'on peut déplorer et regretter que la représentation bilatérale et multilatérale n'ait

pas davantage bénéficié des ressources pour une meilleure animation du volet économique. Par ailleurs, une plus grande participation du Cameroun à plusieurs rendez-vous internationaux s'avère indispensable.

BILAN FINANCIER

Si le budget du MINREX a toujours permis d'atteindre de façon satisfaisante l'objectif stratégique, on note cependant d'une manière générale, de la part des Responsables de structures, des plaintes au sujet de l'accumulation des arriérés des loyers des Missions Diplomatiques, ainsi que celui des arriérés des frais de relève dus au personnel.

L'insuffisance des informations à caractère budgétaire mises à disposition par les différentes structures, qui ne se sont pas encore assez imprégnées des démarches méthodologiques y relatives, ne permet pas de faire avancer la réflexion sur ce volet.

On peut cependant noter que la dotation du MINREX pour le compte de l'année 2014, a été fixée à 28 milliards 885 millions de FCFA en crédits de paiement, réparties en budget de fonctionnement (26 milliards 355 millions de FCFA) et en budget d'investissement (02 milliards 500 millions de FCFA).

PROBLEMES RENCONTRES

Ils concernent :

- la modicité des enveloppes budgétaires entraînant une accumulation importante des arriérés ;
- la non prise en compte des besoins réels du MINREX dans l'allocation des enveloppes budgétaires ;
- la non opérabilité des indicateurs qui ne rendent pas totalement compte de la performance d'ensemble des programmes ;
- le centre de décision stratégique MINREX étant PRESICAM, il se pose un problème de définition a priori par le MINREX des orientations pour l'année budgétaire à venir ;
- la question du mode de financement des services extérieurs ainsi que des commissions mixtes et autres fora par PRESICAM se pose avec acuité. En effet, comment anticiper les décisions de la Très Haute Hiérarchie ?

3.3. PERSPECTIVES 2015

La mise en perspective de l'exécution du budget 2014 doit logiquement précéder l'élaboration du budget programme 2015.

Aussi, le présent bilan permet de suggérer un certain nombre d'orientations tant au plan de la présentation technique du PPA/MINREX, que de l'élaboration et de l'exécution du budget en soi. Pour ce qui concerne ce dernier aspect des perspectives, les orientations suivantes paraissent souhaitables et réalisables :

- 1 Dans le cadre de la mise en œuvre de l'orientation gouvernementale en faveur du déploiement de la diplomatie économique, une meilleure dotation budgétaire, devrait être accordée aux services extérieurs en vue de la rénovation du cadre de travail, l'accueil des hôtes

de marque, la promotion de l'image du pays auprès des touristes, potentiels investisseurs et la diaspora;

2 la prise de mesures organisationnelles en vue de faciliter une meilleure appropriation du budget-programme par les responsables de structures tant à l'interne qu'à l'externe, pourrait permettre d'atteindre une performance satisfaisante;

Au plan strictement technique,

3 un affinage de la description de chaque programme et de ses actions;

4 une redéfinition des indicateurs pouvant permettre une évaluation plus aisée de la performance ;

5 L'élaboration à temps du RAP 2015.

Au plan diplomatique :

6 poursuivre l'élargissement de la carte diplomatique et consulaire ;

7 initier une politique innovante de placement des camerounais dans la haute fonction publique internationale ;

8 structurer la migration professionnelle et technique camerounaise à l'étranger en vue de créer un cadre institutionnel d'incitation à la réintégration socio-économique de la diaspora et des Camerounais à l'étranger ;

9 rénover et équiper des chancelleries et résidences ;

10 redéployer les chefs de mission et le personnel diplomatiques ;

11 assurer une participation plus accrue aux grands fora internationaux ;

12 encourager l'organisation de fora internationaux à Yaoundé à l'instar de la TICAD V ;

13 multiplier les journées d'amitié, les journées internationales, et consolider le dialogue politique structuré avec l'Union européenne ;

14 améliorer le processus et le cadre d'accueil des Emissaires et Envoyés spéciaux ainsi que des représentants des Organisations Internationales ;

15 Multiplier et dynamiser la tenue de Commissions Mixtes (avec le Nigeria, la Guinée Equatoriale, la Tunisie etc.) ;

16 Et finalement, mettre sur pied un cadre de pilotage de la performance conforme aux exigences de la GAR.